

**Colloque « L'union sans l'unité.
Le Programme commun de la gauche, 1963-1978 »**

Pantin, 19-20 mai 2010-06-02

**Témoignage de Pierre Mauroy
sur le Programme commun**

Pantin, le 19 mai 2010

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Je suis particulièrement heureux d'être parmi vous cet après-midi et de participer à ce colloque qui a pour thème : « L'union sans l'unité : le programme commun de la gauche, 1963-1978 ».

Je sais gré aux organisateurs d'avoir organisé ces deux journées exceptionnelles :

- le conseil général de Seine-Saint-Denis et son président, Claude Bartolone,
- la Fondation Gabriel Péri représentée par sa trésorière, Mme Fabienne Pourre,
- l'Ours et son président Alain Bergounioux, et son secrétaire général Denis Lefebvre,
- la Fondation Jean-Jaurès, son premier vice-président Henri Nallet qui s'est exprimé ce matin, et les deux animateurs du Centre d'archives socialistes qui est en plein essor grâce à leur action efficace, Emmanuelle Jouineau et Thierry Mérel.

Je remercie aussi, bien sûr, les intervenants qui ont permis d'éclairer la genèse du Programme commun de gouvernement de la gauche, son contenu et son impact sur le plan national comme dans les dynamiques locales.

Il est, en effet, très intéressant de revenir sur l'histoire du programme commun de gouvernement car je considère que sa signature, le 27 juin 1972, par le PS, le PCF et les Radicaux de gauche, est un événement majeur de l'histoire de la gauche de la fin du XXe siècle, à l'origine de la victoire de la gauche moins de dix ans plus tard.

Un événement de cette importance n'est pas le fruit du hasard, encore moins de l'improvisation. Comme vous l'avez analysé au cours de vos travaux, il est l'aboutissement d'une longue démarche de rapprochement entre les deux partis qui a été engagée dans les années 1960.

Je souligne toutefois d'emblée que le rapprochement qui s'est effectivement réalisé, n'a cependant pas permis un accord total sur le fond, malgré la (plus ou moins) bonne volonté des uns et des autres. En effet, il a toujours subsisté

une grande part d'ombre sur le positionnement fondamental de chacun des partenaires.

La force de ce document est de ne pas avoir cherché à élaborer, contre vents et marées, un texte cartésien, mais au contraire d'avoir réussi à rédiger un texte authentique au milieu des accords mais aussi des désaccords manifestes, tout en respectant les non-dits incompressibles qui reposaient sur la sincérité des positions ancrées depuis des années, voire des décennies. Sa force, aussi, est d'avoir bénéficié de l'appui chaleureux des travailleurs, des militants des deux partis et d'une partie de l'opinion qui, exaspérés par 23 ans de pouvoir sans partage de la droite, voulaient en sortir.

Tels sont les facteurs qui nous ont permis finalement de signer ce programme commun. S'il fut plus ou moins remis en cause par la suite, il est à l'origine de la victoire de la gauche et il a orienté la vie politique française au cours des quatorze ans de présidence de François Mitterrand.

Je ne vais pas redire ce qui a été dit au cours de cette première journée. Je voudrais simplement évoquer ici cette période des années soixante que j'ai vécue avec un grand enthousiasme mais aussi avec une certaine perplexité sur l'avenir de la social-démocratie française. Elle était en effet incarnée alors par une SFIO forte de son histoire glorieuse de plus d'un demi-siècle, mais déconsidérée dans l'opinion à cause de la guerre d'Algérie. Elle faisait aussi preuve d'un anticommunisme qui puisait sa justification dans un antagonisme idéologique qui semblait insurmontable. Sauf pour les jeunes animateurs du CERES qui s'en sont donnés à cœur joie quand ils ont fait paraître un ouvrage intitulé *Socialisme ou social-médiocratie*, dans lequel ils faisaient un procès implacable et injuste de la SFIO.

Un long cheminement pour rapprocher les points de vue

En fait, depuis 1920, la social-démocratie française et le communisme évoluaient dans des mondes différents séparés par un « rideau de fer ». Déjà Léon Blum, à l'époque du Front populaire, avait appelé à lutter contre « la dictature du communisme mondial ». Plus près de nous, je me souviens de cette formule de Guy Mollet : « le Parti communiste n'est pas à gauche, il est à l'Est ».

En même temps, le communisme apparaissait comme une force irrésistible gagnant de nombreux pays, la Chine notamment. En Occident, et en France notamment, la domination du PCF était autant culturelle que politique. J'étais frappé par le fait qu'une part croissante de l'opinion se réclamait du communisme comme, d'ailleurs, les grands intellectuels et les artistes les plus en vue du moment. Je pense à des actrices comme Simone Signoret ou, au théâtre, Jean Vilar et Gérard Philippe !

Le PCF était vécu comme un parti mythique, dont la force au service d'un mieux-être à venir excusait les graves errements du temps présent et d'abord sa subordination à Moscou.

Mais le communisme était populaire, il représentait le grand mouvement de libération des peuples rebelles à la colonisation. La SFIO, elle, pâtissait

gravement, sur ce plan, de la politique algérienne conduite par Guy Mollet quelques années auparavant !

Tout cela pour dire combien l'idée même d'un programme commun de gouvernement entre les deux partis était inimaginable dans les années soixante ! Toutefois, la position de la SFIO va évoluer, certains de ses dirigeants, dont je faisais partie, faisant le pari d'une évolution doctrinale des communistes, quand d'autres maintiendront leur anticommunisme viscéral. En mai 1964, l'arrivée de Waldeck Rochet à la tête du PCF donne de l'espoir à ceux qui souhaitent trouver le chemin de l'unité.

Guy Mollet lui-même voulait ouvrir un dialogue idéologique pour crever l'abcès du totalitarisme, du centralisme démocratique et de la dictature du prolétariat et renouer le fil d'une discussion sur les idées. Il était de bonne foi mais c'était une gageure irréalisable !

À cet angélisme politique, François Mitterrand va opposer son implacable réalisme. Après l'élection présidentielle de 1965, où il fut candidat unique de la gauche, soutenu par le PCF et son petit parti, la FGDS va conclure un accord de désistement électoral en décembre 1966 en vue des élections législatives de 1967.

Certes, de tels accords de désistement mutuel existaient bien entre le PCF et la SFIO, mais ils se limitaient à certaines pratiques locales. Au sein de la SFIO, la résistance venait surtout des maires comme Gaston Defferre pour qui la stratégie d'union de la gauche heurtait de front les alliances municipales constituées depuis la Libération avec les centristes. C'était aussi le cas à Lille, même si les communistes se désistaient en faveur d'Augustin Laurent.

Un exemple de bonne volonté aux législatives de 1967

Aux élections législatives de 1967, je suis candidat dans la circonscription du Cateau-Cambrésis. Je pensais que je pouvais être élu député. Or, au premier tour, j'obtins 240 voix de moins que le candidat communiste, Jean Lenoir. Guy Mollet est alors intervenu auprès du PCF, qui accepta de se retirer en ma faveur mais, en contrepartie, tous les candidats socialistes arrivés derrière les communistes dans le Nord devaient se désister. Georges Donnez, le maire socialiste de Saint-Amand, refusa. Ne voulant pas être élu avec les voix de droite, je décidais de me retirer et Jean Lenoir fut élu. Waldeck Rochet me fit savoir que le Parti communiste avait particulièrement apprécié mon geste et s'en souviendrait.

Pendant ce temps, les discussions se poursuivaient avec le PCF, malgré les difficultés rencontrées pour mettre en œuvre l'accord électoral pour les législatives de 1967. Jean Poperen fait partie des acteurs qui, pour le PS, maintenaient les liens avec les communistes. Une « plate-forme » sur l'union de la gauche est même signée le 23 février 1968 entre la FGDS et le PCF. C'est l'échec de Gaston Defferre, se présentant seul sous les couleurs de la SFIO aux élections présidentielles de 1969, qui démontre que le parti socialiste ne pouvait pas tirer de ses propres forces les éléments de sa

modernisation. Au congrès d'Issy-les-Moulineaux qui suivit, l'opinion générale était qu'il ne pouvait y avoir de dialogue avec le PCF que si le PS devenait au moins son égal. Il fallait donc créer les conditions d'un renversement du rapport de force.

Je pensais que nous pourrions y parvenir avec François Mitterrand. Il en avait la volonté en changeant de politique et en ouvrant une nouvelle époque.

Le congrès d'Épinay et le Programme commun

C'est dans ce contexte que s'ouvre la décennie 70 et que se tient le congrès d'Épinay du Parti socialiste des 11, 12 et 13 juin 1971. Dès l'automne 1970, la stratégie d'Épinay s'ébauche. Les conventionnels étaient de plus en plus partisans d'un fort rapprochement avec le PCF, de même que le CERES de Jean-Pierre Chevènement.

Avant tout, ce congrès est celui de l'unité des socialistes. Mais surtout, l'idée que sans union, la gauche est condamnée à la marginalité, fait son chemin. Le point essentiel des discussions du congrès était la recherche d'un accord politique et programmatique avec le PCF.

Je défendais cette orientation, qui était aussi celle de François Mitterrand qui faisait le raisonnement suivant : « Alain Savary et Guy Mollet veulent rechercher un accord idéologique qui voudrait réduire les différences entre les socialistes et les communistes. Peine perdue ! Ces différences existent et nous les revendiquons. La seule question qui vaille est de savoir si les communistes veulent battre la droite avec nous politiquement et sur la base d'un programme commun que nous devons mettre en œuvre le plus rapidement possible. »

À Épinay, cette stratégie l'emporte : rassemblement de tous les socialistes, union de la gauche et programme commun de gouvernement. François Mitterrand devient le premier secrétaire du PS. Je suis nommé à ses côtés secrétaire national à la coordination, donc numéro 2 du parti, avec une responsabilité politique et administrative.

La motion d'Épinay faisait obligation à la nouvelle direction de signer avec le Parti communiste, pour le mois de juin 1972, un programme commun de gouvernement, les élections législatives étant fixées en mars 1973.

Les difficiles négociations de l'élaboration du Programme commun

Pour mener à bien cet accord, le PS ne pouvait s'appuyer uniquement sur la motion finale d'Épinay, congrès plus stratégique que programmatique. Sous le titre « Changer la vie », le PS choisit donc de préparer son propre projet. La rédaction finale en fut confiée à Jean-Pierre Chevènement : François Mitterrand a sûrement voulu donner là un signe au PCF, le CERES étant le fer de lance de cet accord.

Les réunions avec le PCF en vue de l'élaboration d'un programme commun ont commencé dès l'automne 1971. Elles se sont poursuivies parallèlement à l'élaboration et à l'adoption du projet « Changer la vie ». À ce stade, François Mitterrand ne souhaitait pas participer aux échanges avec le PCF afin de conserver une capacité d'arbitrage. Il m'avait donc chargé de superviser les quatre commissions qui avaient été mises en place sans participer directement aux travaux mais en restant en contact avec Roland Leroy, rédacteur en chef de *l'Humanité*, désigné par le PCF pour remplir une mission identique.

Au cours d'un premier déjeuner, j'avais fixé les trois principes à respecter : le respect du cadre démocratique, l'acceptation de la construction européenne et le maintien du cadre général de l'économie de marché. Même si le PCF avait engagé une évolution programmatique depuis le rapport Khrouchtchev, les plus grosses difficultés se nouèrent sur l'économie, l'Europe et la politique de défense.

Les quatre commissions

Largement autonomes, ces commissions se réunissaient alternativement au siège des partis. Roland Leroy et moi-même supervisions donc leurs travaux. Nous entretenions de bonnes relations, c'était un homme cultivé, avec qui il était agréable de parler politique, mais aussi culture et art. Je faisais chaque jour avec lui le point sur les avancées et les obstacles, puis je rendais compte de nos échanges à François Mitterrand. Je ne garde pas le meilleur souvenir de ces rencontres quotidiennes. François Mitterrand bouillait d'impatience, trouvant toujours que j'avais trop cédé !

Les discussions s'enlisèrent souvent, chaque parti campant sur ses positions. Les blocages se sont surtout cristallisés sur la question des nationalisations qui entraîna à deux reprises la suspension des négociations. Je ne rentre pas dans le détail des divergences sur ce point central ; vous les avez analysées tout à l'heure.

Juste quelques précisions. Comme vous le savez, les divergences portaient sur quatre points principaux : l'extension des nationalisations sur la demande des travailleurs, le nombre des nationalisations, la question des filiales et la question des entreprises à nationaliser.

**Pour le PS : nationaliser massivement les banques.
Pour le PCF : nationaliser les industries pour en faire des usines d'État.**

Les socialistes proposaient ce qu'ils avaient prévu dans leur programme « Changer la vie » c'est-à-dire la mise en commun des grandes entreprises de service public, d'air, d'eau, de culture, notamment des NMPP ou de Hachette. Nous pensions parvenir aisément à un accord sur ces deux entreprises mais nous avons été confrontés à l'opposition des communistes, car les ouvriers du livre syndiqués à la CGT étaient très nombreux dans ces deux groupes.

Nous avons également comme objectif de nationaliser massivement les banques, le PS y étant très attaché. D'ailleurs, au pouvoir, nous avons nationalisé tout le secteur du crédit.

Les communistes, de leur côté, souhaitent nationaliser plus largement toutes les industries où la CGT était puissante et en faire des usines d'État.

Pour sortir de l'impasse, nous avons signé un protocole d'accord sur neuf grands groupes à nationaliser, en laissant en blanc la liste des filiales. Ce fut un moindre mal pour se mettre d'accord ! En réalité, nous ne partagions pas la même vision de l'organisation de l'économie mais le PCF a finalement réussi à imposer largement ses vues sur ce point.

Nous avons eu quelques points d'accord sur les projets sociaux : l'application effective de la semaine de 40 heures en cinq jours, l'augmentation générale des retraites et des pensions. Mais d'autres mesures sociales ont créé des divisions comme le relèvement du SMIC ou le resserrement de la hiérarchie des salaires, sur laquelle nous étions certes prêts à des concessions, mais pas au point de déséquilibrer le système.

Bref, je garde en mémoire l'extrême difficulté des négociations du programme commun et le climat tendu dans lequel elles se sont déroulées. Roland Leroy et moi nous intervenions surtout quand il y avait un blocage, des résistances. Et il y en eut pas mal... Notre rôle était donc assez pénible ! Nous sommes finalement parvenus à une signature au sommet entre PS et PCF et les Radicaux de gauche le 27 juin 1972. Puis j'ai fait adopter le Programme commun de gouvernement par le PS lors d'une convention nationale le 9 juillet 1972.

Je ne sais pas si, à ce moment là, on a réalisé l'importance de ce qui venait de se passer, à la fois au regard de l'histoire des deux partis et pour l'avenir de la gauche. C'était en tout cas un événement inédit qui allait changer le rapport de force à gauche en faveur du PS, ce que je souhaitais ardemment !

Un événement inédit: un rapport de force à gauche en faveur du PS

Dans le même temps, en effet, le climat politique évoluait largement en notre faveur. Chaque parti s'était investi dans le programme commun dans le but d'élargir son audience. Au-delà des points de convergences idéologiques et des concessions qui durent être faites, le programme commun de gouvernement était aussi vécu comme un pari par chacun des signataires, qui comptait sur la dynamique créée pour se renforcer et tenir la première place.

Or, à ce moment là, l'opinion publique commençait à prendre ses distances par rapport au communisme moscovite et nous avons progressivement conquis une nouvelle frange de l'électorat. En mai 1974, François Mitterrand, candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle et porte-parole du programme commun, frôle la victoire. Cette dynamique est confirmée à l'occasion d'élections législatives partielles fin 1974 qui profitent largement

au PS et en octobre, les Assises du socialisme achèvent le rassemblement de l'essentiel des courants de la gauche non communiste.

L'échec de la réactualisation du Programme commun

La question de l'actualisation du texte voté en 1972 est dès lors posée régulièrement par le PCF tandis que le PS, « unitaire pour deux », remporte des succès aux cantonales et municipales de 1977. Avec près de 30 % des suffrages, le PS est désormais le premier parti de la gauche. Un an plus tard, la « réactualisation » du programme commun est un échec, chacun des partenaires en rejetant la responsabilité sur l'autre.

Cela créa une ambiance délétère qui entraîna un dernier achoppement sur une question comptable, lors d'une révision financière du programme commun que le PCF désapprouva.

La stratégie de François Mitterrand aura donc porté ses fruits, alors que le PS était frileux à cette démarche « révolutionnaire » à l'époque. L'idée d'union a fait son chemin grâce au génie politique d'un homme d'Etat exceptionnel et à la pression de la base, les militants et les sympathisants socialistes et communistes souhaitant ardemment l'union de la gauche pour accéder enfin au pouvoir.

En contraignant ces frères ennemis qu'étaient la SFIO et le PCF à travailler ensemble sur un programme de gouvernement, ébranlant leurs modes de fonctionnement et de pensée, même si, je l'ai dit, l'accord ne fut jamais total sur la conception même de l'organisation économique comme sur la marche de la société dans son ensemble, François Mitterrand a réussi un tour de force qui a soulevé l'enthousiasme et qui a abouti à la victoire historique de 1981 et à la liesse populaire qu'elle a provoquée.

Le programme commun aura été, pendant six ans, à la fois la carte d'identité de la gauche, un engagement passé avec le peuple, un slogan et une promesse de changement démocratique. Il aura, certes, suscité des débats passionnés et décisifs : certains socialistes en ont rejeté la logique et ont quitté le PS ; de leur côté, certains communistes doutaient que cette stratégie soit gagnante pour leur parti et ont freiné son élaboration.

Le Programme commun a aussi alimenté une polémique virulente avec la droite qui en a dénoncé la logique « collectiviste », stalinienne, rétrograde. Il a sûrement marqué l'apogée du clivage droite-gauche.

Quoi qu'il en soit, je suis heureux d'avoir participé directement à ce moment si fort de l'histoire de la gauche française, même s'il s'est échoué sur les égoïsmes de parti. Je remercie une fois encore les organisateurs d'avoir consacré ce colloque à cette question passionnante, à un moment où la gauche française est à nouveau à la croisée des chemins pour réussir son unité, même si le contexte est différent de celui de 1972.

Et si presque 40 ans ont passé, la clé de la conquête du pouvoir par la gauche demeure : son unité.